Résonance, décembre 2022

Questions-réponses

Sénat et Assemblée nationale

Réponses à des questions écrites concernant le secteur funéraire.

Si le législateur avait souhaité apporter d'autres restrictions, il l'aurait prévu de manière explicite, comme cela a été le cas pour les "voies publiques".

... la dispersion des cendres en "pleine nature" a notamment pour objet de garantir la possibilité pour toute personne d'accéder au lieu auquel les cendres ont été dispersées, notamment aux fins de recueillement.

1. Circulaire sur la dispersion des cendres en pleine nature accordant les termes de la loi

Question écrite n° 10041 de M. Jean-Pierre Suter (Gauche - SE) publiée dans le JO Sénat du 07/07/2022 - page 3278

M. Jean-Pierre Suter appelle l'attention de M. le ministre de l'Intérieur et des Outre-mer sur les termes de la circulaire du 14 décembre 2009 relative à la mise en œuvre de la loi n° 2016-1550 du 19 décembre 2016. Cette circulaire dispose qu'il n'existe pas de définition juridique de la notion de "pleine nature", qu'il peut être utile de se référer à la notion d'espace naturel non aménagé, et que la dispersion des cendres est possible "sans une propriété particulière" et donc dans un jardin privé.

Il lui fait observer que les restrictions incluses dans cette circulaire sont contraires aux termes de la loi inscrits dans l'article 2225-15 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Le législateur a, en effet, considéré que les cendres pouvaient être dispersées "en pleine nature" sans aucunement prohiber une dispersion dans un espace privé ni au sein d'un espace "aménagé", de nombreux espaces de "pleine nature" incluant en fait des "aménagements" dus à l'action des hommes (pneus, clôtures, édifices, etc.).

La seule restriction explicitement prévue par le législateur concerne "les voies publiques". Les débats parlementaires sont d'ailleurs clairs à cet égard. Si le législateur avait souhaité apporter d'autres restrictions, il l'aurait prévu de manière explicite, comme cela a été le cas pour les "voies publiques". Il s'ensuit que la circulaire va, sans aucun fondement, au-delà des termes de la loi, et que certains citoyens interrogeant les préfets se voient répondre iniquement, en vertu des termes de la circulaire, que la dispersion des cendres dans certains "espaces naturels" est interdite.

Il lui demande, en conséquence, à quelle date il compte abroger cette circulaire.

Transmise au Ministère auprès du ministre de l'Intérieur et des Outre-mer et du ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, chargé des collectivités territoriales

Réponse de ministère auprès du ministre de l'Intérieur et des Outre-mer et du ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, chargé des collectivités territoriales publiée dans le JO Sénat du 24/11/2022 - page 3671

L'art. L. 2225-15 du CGCT prévoit que : "À la demande de la personne ayant qualité pour pourvoir aux funérailles, les cendres sont en leur totalité :

- soit conservées dans l'urne cinéraire, qui peut être enterrée dans une sépulture ou déposée dans une case de columbarium ou scellée sur un monument funéraire à l'intérieur d'un cimetière ou d'un site cinéraire visé à l'art. L. 2223-40 ;
- soit dispersées dans un espace aménagé à cet effet d'un cimetière ou d'un site cinéraire visé à l'art. L. 2223-40 ;
- soit dispersées en pleine nature, sauf sur les voies publiques."

La circulaire du 14 décembre 2009, afin d'apporter des précisions sur la notion de "dispersion en pleine nature", qui ne fait l'objet d'aucune définition juridique, se réfère à la notion d'"espace naturel non aménagé", afin de souligner l'incompatibilité de cette hypothèse de dispersion des cendres avec la notion de propriété particulière. La loi du 19 décembre 2016 a en effet rebattu plusieurs dispositions dans le droit positif, visant à mettre en œuvre toute tentative d'appropriation privative des cendres, lesquelles sont d'ailleurs, aux termes de l'art. 16-11 du Code civil "respect, dignité et sécurité" et qui ne peuvent être conservées à domicile, ni délaissées.

Dans cette perspective, la dispersion des cendres en "pleine nature" a notamment pour objet de garantir la possibilité pour toute personne d'accéder au lieu auquel les cendres ont été dispersées, notamment aux fins de recueillement. Dans ce cadre, l'absence de décision unilatérale de dispersion des cendres dans une propriété particulière par le père d'un défunt, en l'absence de directives laissées par celui-ci, confère son caractère à la dispersion, du fait des relations conflictuelles existant au sein de la famille (CA Grenoble, 17 mai 2016, N° 1... / Mme G..., n° 15/00651).

La circulaire prévoit par ailleurs certaines possibilités de dispersion sur une propriété particulière, sous réserve de l'accord du propriétaire du terrain, dans la mesure où il s'agit de grandes étendues accessibles au public, telles que des champs, prairies ou